

# L'indépendant

HEBDOMADAIRE D'INFORMATION ET D'ANALYSES N° 1496 & 1497 DES JEUDIS 3 & 10 MARS 2022 \* 29ÈME ANNÉE \* PRIX : 3000 FG \* ZONE CEFA : 500

P.3



CØlØbration du 8 mars

**Le colonel  
Doumbouya ouvre une  
nouvelle boîte de promesse...**

Alpha Saliou Wann, prØsident de l AFD

**« On n'a plus besoin du CNT...  
Prenons l'ONU pour organiser  
nos Ølections »**

P.5

Gestion publique 2017-2020

**La cour des Comptes dØpose  
des rapports au CNT**

P.4

P.2



OyØ Beavogui,  
secrØtaire gØnØral  
par intØrim du PDG-RDA

**« Il faut donner le  
temps au CNRD... »**

## Oyé Beavogui, secrétaire général par intérim du PDG-RDA

## « Il faut donner le temps au CNRD... »

**Si certains fustigent la récupération des biens l'Etat, au parti de l'ancien président Ahmed Sékou Touré, c'est le contraire. Dans un entretien accordé à notre rédaction, le secrétaire général par intérim du PDG-RDA pense qu'il faut donner du temps au CNRD afin de bien mener la transition. Par ailleurs, Oyé Béavogui donne sa position de la guerre en Ukraine. Lisez !**



c'est pourquoi, clairement, je vous dis que les actes fondamentaux qui ont été posés par le CNRD sont à saluer et mérite d'être encouragés et soutenus. Figurez-vous en un laps de temps des actes hautement historiques ont été posés. C'est vrai, on dira, c'est par ce que nous sommes PDG. Et ça nous sommes fiers. D'ailleurs à un niveau donné quand vous prenez les orientations où les actes des combats du PDG, il y a un axe fondamental qui parle de la revalorisation de la mémoire collective ou la reconnaissance de la mémoire du président Ahmed Sékou Touré et de ses compagnons. Vous avez vu quand il y a eu les événements du 5 septembre dernier, à moins de quelque temps, les cases de Bellevue qui avaient été confisquées par les autorités d'alors ont été restituées à la famille du président Ahmed Sékou Touré. Pour nous c'est la vérité qui est en marche. Raison pour laquelle nous sommes pour la vérité. Nous sommes du côté de la vérité historique. Il y a aussi la rebaptisation de l'aéroport Gbessia au nom du président Ahmed Sékou Touré. Partez un peu partout en Afrique et dans le monde, la plupart des aéroports internationaux qu'ils ont porté le nom des illustres personnalités qui a un moment donné de leurs parcours ont œuvré de façon très positive à l'émancipation de leurs peuples. Il n'y a que la Guinée qui pratiquement avait manqué à cette règle. Donc si cela a été rétabli, encore une fois, c'est le côté de la

dignité, de la vérité, des aspirations légitimes du peuple qui a été mis en valeur.

**Justement, vous avez rappelé les actes. Mais à voir ses actes est-ce qu'on n'est pas tenté de dire que le CNRD est une branche du PDG ?**

Le PDG a ses instances et ses organes. Le plus important pour nous, le PDG est à la finalité et à la conception du peuple militant de Guinée. Et ce peuple, chacun d'entre nous s'y retrouve. Mais ce sont des actes que les gens estiment, qui ont été fait à la faveur du PDG. Ça été fait pour le bonheur réel du peuple militant de Guinée. Aujourd'hui, il faut saluer le courage qu'ils ont eu par rapport à la lutte contre la corruption. La CRIEF a été mis en place. Des dossiers qui avaient des années, aujourd'hui ont été réactivés. En ce sens, on se reconnaît mieux au CNRD. Parce que la lutte contre la corruption est aussi fondamentale. Tout ce qu'on peut reprocher aux anciens régimes tout est là. Le problème fondamental est là. C'était vraiment la léthargie de détournement des deniers publics qui pratiquement avait miné l'administration qui faisait, on arrivait plus à s'en sortir. L'autorité de l'État à un moment donné est bafouée. Donc aujourd'hui, nous constatons que cette restauration de l'État est en train d'être mis en valeur, ça, c'est un aspect. Et au-delà de la lutte contre la corruption qui a été engagée, on ne fait

que saluer et encouragé dans ce sens. C'est vrai, cela peut ne pas plaire à d'autres personnes, c'est tout à fait normal. Il faut qu'ils comprennent que la Guinée a suffisamment subi de transition qu'il faut faire en sorte que nous ne revenons plus à d'autres formes de transition. On doit poser des jalons qu'il faut pour un départ de notre République et après cela, on pourrait aller aux élections. Mais aujourd'hui, il y a des gens qui veulent anticiper par exemple les élections, les manifestations. Pour moi encore, c'est inopportun. Ce n'est pas à l'heure. Il faut donner le temps au CNRD de pouvoir vraiment refonder. Puisqu'ensemble nous sommes tous d'accord sur les cinq actes que le CNRD a déclaré. Ensemble on peut mieux les soutenir pour que dans un délai raisonnable qu'on puisse vraiment finir avec cette transition.

**Sauf qu'une bonne partie de la classe politique, déplore le fait que 6 mois après on n'arrive pas à connaître jusqu'à quand durera cette transition...**

C'est effectif ! Je crois que tout le monde a d'abord apprécié et salué le processus que le CNRD avait mis en place à travers la mise en place du gouvernement en suite le CNT qui est d'ailleurs salué un peu partout. Parce qu'il y a des instances sous régionales

(Suite à la page 4)

**L'Indépendant : Il y a six mois depuis l'arrivée au pouvoir du CNRD. Pendant cette période, beaucoup d'actes ont été posés par la junte militaire. Des actes salués par certains et décriés par d'autres. De quel camp êtes-vous ?**

**Oyé Béavogui :** Aujourd'hui, quand on me pose la question de quel camp, nous pouvons être, nous sommes du côté de la vérité. Nous sommes du côté de la dignité. Nous sommes du côté de ceux qui incarnent les valeurs morales patriotiques du peuple militant de Guinée. En cela, on se reconnaît au CNRD. Et

## Avis très important

Pour vos avis, annonces et publicités, Publireportages, couvertures médiatiques et abonnements, contactez le service commercial et marketing au  
Tél. : 664 63 09 53 / 622 04 62 21  
E-mail : lindépendantguinee@gmail.com

## Avis important

L'Administration et la Direction du groupe de presse "L'Indépendant/Le Démocrate" constatent ces derniers temps, avec regret, que des individus non identifiés se présentent au niveau des institutions nationales et internationales, ainsi qu'au niveau de certaines sociétés de la place, au nom des deux organes, sans aucune autorisation de leurs responsables.

Face à ces agissements relevant du délit, l'Administration et la Direction du groupe de presse "L'Indépendant/Le Démocrate" invitent cordialement et humblement les entités citées plus haut à se référer toujours à l'adresse mentionnée dans l'ours des deux journaux en cas de besoin.

Merci d'avance de la compréhension!

La Rédaction

## L'Indépendant

Hébdomadaire d'information et d'analyses édité par la Société de Presse et d'Impression (SPIC)

**Siège :** Quartier Dar-Es-Salam sur la route Leprince  
Commune de Ratoma  
Email: lndepndantguinee@gmail.com  
- Tél. : 664.63.09.53 - BP: 2427  
Conakry

**Redacteur en chef**

Amadou Sadio DIALLO: 624 37 26 68  
Email: dialloamsadio@gmail.com

**Comité de rédaction**

Amadou Sadio DIALLO  
Alpha Amadou DIALLO  
Amadou Tidiane DIALLO  
Moussa THIAM

**PAO**

N. S. SOUMAORO

**Recouvrements, Abonnements, Marketing, Publicités & Annonces**

Mamadou Aliou Diakité Tél.  
664.63.09.53/  
622.04.62.21

E-mail: madalgo1@gmail.com

**Distribution :** SPIC / Maison du Livre

**Impression :** SPIC/Imprimerie Warh Business Groupe

Lisez le journal numérique sur le site  
www.kefinafasso.com

Célébration du 8 mars

## Le colonel Doumbouya ouvre une nouvelle boîte de promesse...

*Le chef de l'Etat a pris part ce mardi 08 mars, à la célébration de la journée internationale des droits des femmes. Après avoir écouté le cri de cœur de la couche féminine, le colonel Mamadi Doumbouya a annoncé l'octroi d'une subvention à 300 groupements de femmes.*



A l'instar des autres pays du monde, la Guinée a célébré ce mardi, au palais du peuple, la journée internationale des droits des femmes. Plusieurs femmes venues de divers horizons ont effectué le déplacement pour donner une marque positive à cette cérémonie.

Dans son discours de circonstance, le président de la Transition a d'entrée témoigné sa reconnaissance du rôle crucial que joue la femme. « Nous voulons saluer la mémoire et le courage de vos devanciers. Aussi, nous avons une pensée pour toutes et celles des campagnes, des villages et des parties très reculées du pays qui donnent leur sang et leur sieur pour nourrir, éduquer et participer à la vie socio-économique de notre pays.

Nous avons aussi une pensée pieuse pour les nombreuses anonymes qui par leur travail quotidien participent à faire bouger les lignes. Nous avons une grande pensée pour des femmes qui ont embrassé le

métier des armes. Je fais une mention spéciale à celles qui sont présentement en opération extérieure et à travers le monde », lance-t-il sous les acclamations de l'auditoire.

Selon le colonel Mamadi Doumbouya : « La femme ne doit plus être marginalisée à cause de sa féminité, la femme ne doit plus être battue et surtout la femme ne doit plus être violée, la femme ne doit plus être mutilée, la femme plus que conquise, mérite l'éducation et le respect. La femme est ce que nous avons de plus chère au monde et ce que nous avons de plus profond », a-t-il insisté.

Face au slogan des femmes « le marché est cher », le chef de la junte tout en indiquant avoir entendu leur cri de cœur, fait une promesse. « J'ai écouté avec beaucoup d'attention et d'intérêt les occupations formulées par votre porte-parole à la personne de madame la ministre de la promotion féminine, de l'enfance et des person-

nes vulnérables. Je tiens à vous rassurer que le gouvernement inscrira ces préoccupations dans ses priorités au cours de la transition. Car j'ai grande conscience que les femmes qui constituent la majorité de notre population contribuent efficacement à notre œuvre commune et consolidation de la paix et de l'unité nationale. (...) J'ai instruit le Premier ministre, chef du gouvernement de prendre toutes les mesures diligentes pour donner l'effet à l'octroi à 300 groupements de femmes des subventions non remboursable », a laissé entendre le chef de l'Etat.

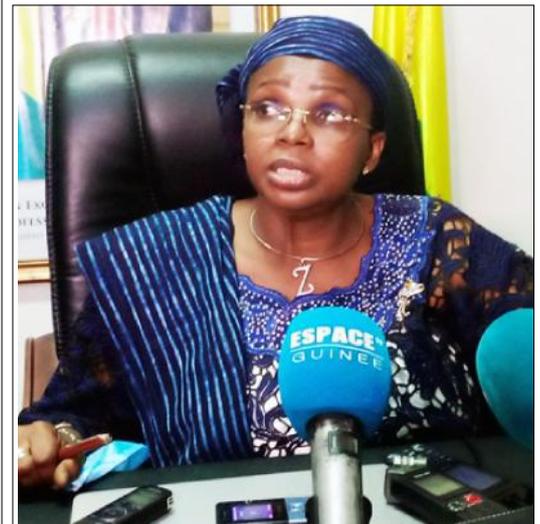
Sadio Diallo



Dr Kassory Fofana à la tête du RPG

## « Il va diriger le parti jusqu'au prochain congrès », dicit Zalikatou Diallo

*Dr Ibrahima Kassory Fofana a été porté provisoirement à la tête de l'ex parti au pouvoir le RPG/Arc-en-ciel, ce lundi 07 mars 2022 en attendant la tenue d'un congrès.*



Dans un entretien exclusif accordé à notre rédaction à son domicile privé à lambagny, l'ancienne députée et ancienne ministre des Droits de l'Homme et de la Citoyenneté rassure que c'est le président déchu Alpha Condé lui-même qui a donné le feu-vert pour que l'ex Premier ministre prenne les commandes provisoires du parti en attendant son congrès.

« Alpha Condé est toujours président du parti. Seulement, nous avons décidé que pour cette période difficile que nous traversons, d'insuffler un dynamisme nouveau au RPG arc-en-ciel en mettant en place un conseil exécutif provisoire avant le congrès du parti. Le congrès peut-être maintenant ou

après. Mais en attendant, comme le président du parti est dans des difficultés, il est en soin, donc, la direction nationale du parti de commun accord avec le président-fondateur a décidé de la mise en place de ce conseil exécutif provisoire et qui sera présidé par le Dr Ibrahima Kassory Fofana. Il va pour le moment diriger le RPG arc-en-ciel jusqu'au prochain congrès. C'est ce qui a été décidé », a fait savoir Dr Zalikatou Diallo.

Pour rappel, avant d'être nommé Premier ministre en mai 2018, Dr Kassory Fofana avait fusionné son parti le GPT (Guinée pour Tous) au sein du RPG arc-en-ciel.

Amadou Tidiane Diallo

## Oyé Beavogui, secrétaire général par intérim du PDG-RDA

## « Il faut donner le temps au CNRD... »

au niveau international qui suivent avec une attention particulière et singulière la situation de la Guinée. Il ne faudrait pas les gens se limitent au niveau de Conakry. C'est pourquoi nous avons apprécié le fait que les membres du CNT soient sur le terrain en train de demander les citoyens lambda de Conakry jusqu'à l'intérieur du pays, pour qu'ils puissent se prononcer de façon harmoniser et structurer à travers les structures de bases pour que chacun donne son point de vue par rapport à la durée et toute question fondamentale qui ont été posés.

Nous pensons que c'est normal et que c'est sur cette base-là que les travaux au niveau du CNT vont être orientés afin de pouvoir proposer une date raisonnable pour la durée de la transition. Et au-delà, la plupart des leaders politiques qui aujourd'hui sont en train de scander cela, ont leur représentant au CNT.

Je ne vois d'ailleurs pas la raison de remettre en cause le processus qui a été établi au niveau du CNT afin de pouvoir trouver une réponse à cette question que

je viens de poser.

**Par ailleurs, est-ce que votre siège est concerné par cette question de libération de domaine de l'État ?**

Il faut dire qu'il y a eu un amalgame et une confusion là-dessus. Parce que le patrimoine bâti public qui avait fait un travail de fond, avait établi une liste. Des personnes nommément citées, des villas, des bâtiments, des quartiers concernés.

Le PDG-RDA ne figure pas. Parce qu'avant tout, il faut reconnaître que c'est une propriété privée du président Ahmed Sékou Touré.

Donc c'est après le communiqué du CNRD qui a demandé aux résidents de la cité ministérielle de déguerpir avant le 28 février, qu'il y a eu une confusion et un amalgame dans la tête des militants y compris nous-mêmes. Parce qu'on n'a pas compris qu'un travail de fond soit fait et après, on demande tout le monde de quitter. Je crois que dans nos différentes réactions, on a tenté seulement de faire comprendre au CNRD qu'il est tout à fait normal de procéder à la récupération des biens de l'État. Mais tout le

monde n'est pas dans le même panier. Ici, à Donka, tout n'est pas un patrimoine bâti public. Donc sur cette base-là, il faut traiter cas par cas afin qu'on ne puisse pas toucher illégalement des paisibles citoyens qui à un moment donné de leurs parcours se sont investis pour cette nation-là.

**Globalement, est-ce qu'on peut dire que la transition est en bonne voie ?**

Aucun être humain n'est parfait. Et cela voudrait dire qu'aucune entité aussi n'est parfaite. Ce qu'il faut retenir, il faut apprécier et encourager globalement ce qui est en train de se passer comme acte positif.

De ce point de vue, c'est ce qui est plus important. Ensemble, il faut qu'on se donne les mains, parce que, au niveau du CNT pratiquement, c'est toutes les couches qui y sont représentées. Je pense que si chacun s'investit dans un cadre purement objectif, il ne sera pas question de remettre en cause cette transition.

**Alors vous étiez membre de la neuvième législature qui a été dissoute par le CNRD,**

**aujourd'hui il y a le CNT qui a été mis en place. Quelle analyse faites-vous des premiers pas de ce CNT ?**

Les premiers pas du CNT, je crois que c'est fondamental. Parce que le CNT a les mêmes prorogatifs d'une Assemblée. Donc ils sont là, au nom du peuple de Guinée. En termes de premier acte posé par le CNT aujourd'hui, ils sont en contact avec le peuple, dans les hameaux, villages, secteurs, dans les quartiers et villes, et dans nos régions. Je pense que c'est fondamental. Et il est extrêmement important que ce peuple soit écouté pour que les gens ne pensent pas que simplement la Guinée ou le vrai débat politique ne se pose qu'à Conakry.

Nous pensons que c'est normal et nous apprécions d'ailleurs les prises de contact sur le terrain au niveau de membres du CNT. On espère que des bons résultats vont être fournis. A l'issue, ça permettra à chacun de pouvoir se prononcer par rapport au résultat de ces travaux de terrains qui sont en train d'être menés.

**Alors sur le plan international, ce qui défraie la chronique, c'est**

**la guerre en Ukraine. Quelle lecture en faites-vous ?**

Il faut comprendre le PDG-RDA est un parti qui a sa liberté de penser. Nous avons un principe, c'est celui du non-alignement que des gens ont toujours confondu même à l'époque d'Ahmed Sékou Touré.

La Guinée a toujours œuvré dans le camp des non-alignés. Quand on parle de non-alignement conformément à l'idéologie du PDG-RDA, ça suppose des conditions : la première condition : c'est la non-agression d'un État actuel ; deuxième condition, c'est l'autodétermination des peuples à disposer d'eux-mêmes. Aujourd'hui, je pense que tout ce que je viens de dire régit notre positionnement. Nous sommes pour la paix internationale. On ne pourrait défendre qui que ce soit. Parce que pour nous, ce qui est plus important, c'est l'Afrique, le peuple de Guinée, le PDG-RDA. Nous ne pouvons œuvrer que dans le sens de la paix internationale. Parce qu'après tout, nous restons nous-mêmes.

*Entretien réalisé par Sadio & Tidiane Diallo*

## Gestion publique 2017-2020

## La cour des Comptes dépose des rapports au CNT

**Le jeudi 24 février 2022, la cour des Comptes a déposé au Conseil National de la transition, les rapports publics annuels, pour les exercices de 2017 à 2020. Ces rapports contiennent des observations et des recommandations à l'attention des services contrôlés.**

Selon Mohamed Diaré, premier président de la cour des Comptes, le dépôt de ces rapports s'inscrit dans le cadre du contrôle «de la sincérité et de transparence» de la gestion publique, mais aussi de l'amélioration des techniques et méthodes de gestion publique, la lutte contre la corruption et le détournement des deniers publics.

«On a eu à élaborer quatre rapports produits coopérativement sur l'état de

préparation par exemple de la Guinée à l'atteinte des objectifs du développement durable. On a fait aussi un audit sur le cadre institutionnel de lutte contre la corruption qui va permettre d'améliorer l'action administrative, de trouver des solutions pour aller de l'avant. Il y a aussi des données financières qui prouvent que dans certains cas les dispositions du code des marchés n'ont pas été respectés, et dans d'autres

cas il y'a des interrogations à se poser sur la gestion publique», a-t-il laissé entendre.

Pour sa part, le président du Conseil National de la Transition, Dr Dansa Kourouma, a promis de faire bon usage de ces documents. Selon lui, ils vont permettre au CNT de bien s'informer et de bien se documenter pour «bien aborder un travail qui est très important et qui fait partie de notre



mission, le contrôle de l'action gouvernementale et plus clairement le contrôle de la feuille de route du gouvernement».

Pendant cette période transitoire, Dansa Kourouma demande à la cour des Comptes de travailler en concert avec le CNT dans le respect des séparations des pouvoirs mais, «en mettant un accent particulier sur la

collaboration entre les pouvoirs, pour que l'action publique puisse être assainie pendant cette période, et d'ailleurs, pour qu'on puisse aller vers le changement total des pratiques et même des paradigmes dans la gouvernance publique en Guinée. Parce que, ça fait partie des chantiers phares de la transition», ajoute-t-il.

*Amadou Tidiane Diallo*

## Alpha Saliou Wann, président de l'AFD

## « On n'a plus besoin du CNT... Prenons l'ONU pour organiser nos élections »

**Joint par l'un de nos reporters, le vendredi 25 février 2022, le président du parti Alliance des forces démocratiques (AFD), a insisté sur la nécessité de confier l'organisation des élections à l'ONU. Selon lui, les Guinéens ne sont pas impartiaux et ne peuvent organiser des élections libres et transparentes. Dans cet entretien, il laisse entendre que le CNT n'a pas sa place en Guinée. Lisez !**

**M. Wann Alpha Saliou, bonjour ! Dans une tribune que vous avez publiée, vous avez noté avec insistance, qu'il est nécessaire d'adopter le référendum de la constitution du 7 mai 2010. Quelles sont vos raisons ?**

C'est une logique parce qu'il faut comprendre que la Guinée n'a pas un problème avec ses textes constitutionnels.

Le problème que nous avons, c'est que nos dirigeants n'ont jamais respecté ces constitutions, parce que vous savez, la constitution garanti d'abord le droit, la liberté et les droits fondamentaux des citoyens, c'est ce qui est plus important. On ne doit pas se permettre qu'à chaque coup d'Etat qu'il faut encore écrire une constitution.

Ce qu'on doit faire aujourd'hui, comme il y a eu un coup d'Etat, c'est de reprendre cette constitution et la présenter à un référendum. Si on présente la constitution à un référendum, on n'a plus besoin du CNT parce qu'en réalité, le CNT c'est écrire une nouvelle constitution.

Ils disent aussi de voter des lois. On voit que depuis le 05 septembre le CNRD gouverne par ordonnance et décret sur la base des lois qui ont été votées depuis 1991. On a plus besoin du CNT même pour gouverner parce ce que le budget de 2022 a été adopté par ordonnance.

Donc pour ne pas perdre le temps, on adopte la constitution de 2010. Cette constitution, il suffit de la mettre sous référendum des Guinéens vont l'adopter et puis cette question est résolue.

**Dans votre tribune vous**

**proposez qu'on confie l'organisation des élections désormais à l'ONU, plusieurs leaders ne sont pas d'accord, pour certains leaders c'est une façon de perdre la souveraineté ?**

Tous les pays du monde ont donné une part de souveraineté à l'ONU, c'est la seule organisation internationale qui est autorisée à intervenir dans les affaires intérieures des Etats quand il y a des crises. Si demain il y a la Guerre civile, c'est ONU qui viendra ; vous avez vu au Mali avec le MUNISMA, c'est des milliards de dollars qui sont dépensés là-bas. Vous avez vu en Côte d'Ivoire, l'ONU a dépensé des milliards de dollars, la même chose en RDC Congo, c'est des milliards de dollars qui sont dépensés. Pourquoi attendre que la maison brûle pour que l'ONU vienne en Pompiers ? Ce qui peut faire en sorte qu'il ait de problèmes en Guinée, il faut résoudre ça. Il faut dès maintenant appeler l'ONU parce que nous Guinéens, nous avons prouvé que nous ne sommes pas impartiaux ; nous ne pouvons pas organiser des élections qui sont libres et transparentes. Depuis 1991 on organise des élections, il n'y a jamais eu des satisfactions. On est arrivé à un stade où l'explosion, on le sent.

Et le vrai problème de la Guinée depuis 1958, c'est la confiscation de la souveraineté populaire, c'est-à-dire les différents pouvoirs ont refusé que les Guinéens élisent librement leur dirigeants.

Maintenant, pour résoudre ces problèmes, faisons appel à un acteur international, impartial, neutre, c'est l'ONU qui pourra faire le tra-

vail, qui pourra nous aider à organiser ces élections.

**L'autre sujet qui est sur toutes les lèvres : c'est la création des coalitions politiques en Guinée qui s'est multipliée. Votre parti l'AFD se trouve dans quelle coalition politique aujourd'hui ?**

Moi, je suis un acteur très ancien dans la politique dans ce pays. Le problème c'est quoi ? On ne peut pas avoir la tendance de regrouper tout le monde, déjà vous n'avez pas les mêmes idées, vous n'avez pas les mêmes visions politiques.

**Justement vous ne pensez pas que la création de ces coalitions politiques est la meilleure solution pour rendre la classe politique forte devant la junte militaire ?**

Ça, ce n'est plus la bonne méthode la meilleure méthode pour éviter tout problème : ceux qui ont des convictions qui croient à des valeurs sont ceux qui doivent se retrouver, pas cette hétéroclite qui peut éclater à tout moment. Vous avez vu, il faut que les acteurs qui sont pour la démocratie et l'Etat de droit que ceux-ci se retrouvent et continuent le combat, c'est ça qui peut mener le changement, mais ce n'est pas comme ça. C'est pourquoi moi, j'ai dit, il faut aller à l'essentiel, ne perdons pas de temps, proposons le référendum à cette constitution, on règle cette question de constitution, on ne parle plus du CNT. Deuxième chose : prenons un acteur international majeur qui est habilité à intervenir dans les affaires intérieures de l'Etat notamment l'ONU pour organiser nos élections.



## Ministère de la Santé

## Quatre hauts cadres limogés par le chef de l'État (décret)



Le président de la Transition n'abdique pas face à la corruption. A travers un décret lu à la RTG, le vendredi 25 février, le colonel Mamadi Doumbouya a limogé quatre hauts cadres du ministère de la Santé.

Ils ont été enlevés de leur fonction pour des faits de présumé "détournement de deniers publics, faux et usage de faux en écriture

publique et complicité". Ils sont poursuivis devant la Cour de répression des infractions économiques et financières et devant certaines juridictions d'instance.

Ces présumés coupables sont :

Dr Moustapha Dabo: conseiller du ministre de la santé et de l'hygiène publique

Institut national de la statistique (INS) ;

M. Aboubacar Kaba: Directeur Général

Agence guinéenne de la promotion des exportations (AGUIPEX)

M. Mohamed Kaloko: Directeur Général par intérim

Direction de la santé de la ville de Conakry DSVCO: Karamoko Keita, précédemment Directeur Général par intérim

Transcrit par  
Alpha Amadou Diallo

Tidiane Diallo

## Rencontre avec le CNRD/Récupération des domaines de l'Etat

## Jean Marc Telliano en parle...

**“Aucune pagaille ne sera tolérée durant cette transition” a menacé le CNRD lors d’une rencontre tenu à huis-clos dans le camp d’Almamy samory Touré, avec certains leaders politiques y compris le président du RDIG, le lundi, 21 février 2022. Pour savoir ce qui a été dit lors de cette rencontre, un confrère de FIM Fm a joint au téléphone Jean Marc Telliano. Par ailleurs, parlant de la récupération des patrimoines bâtis publics, l’acteur politique souhaite que le CNRD laisse la justice faire son travail, comme il l’a promis dès après la prise de pouvoir le 5 septembre dernier. Lisez !**

**Bonjour M. Telliano ! C’était un lundi décisif plusieurs leaders politiques étaient au camp Almamy Samory Touré dont vous. Plusieurs informations ont été publiées. Dites-nous, vous avez été convoqués ou invités ?**

De mon côté, moi j’ai été invité parce que je n’ai pas reçu de notification. J’ai été appelé le samedi par le colonel Balla Samoura m’invitant à me rendre lundi, à 14 heures au siège du CNRD et c’est ce qui fut fait. Vous avez colonel Balla Samoura, Amara le ministre secrétaire général, le colonel Sadiba Koulibali et le secrétaire général du ministère de la défense.

**Donc vous n’avez pas rencontré le président de la Transition ?**

Non ! Ce sont les envoyés du président de la transition...

**Il a été question de quoi lors de cette rencontre et puis elle a duré combien de temps ?**

Deux heures quinze minutes d’horloge. C’était une rencontre d’échange. Nous étions au nombre de 8 leaders politiques : il y avait le président El hadj Cellou Dalein Diallo, Lansana Kouyaté, Sidya Touré, Dr Faya Millimono, Dr Kolié, Makanera, Makalé Traoré et moi-même. Ils nous ont exprimé leurs inquiétudes par rapport aux rumeurs qu’ils apprennent sur les toiles. Ils auraient appris qu’il y a des leaders politiques qui sont en train de faire des manœuvres pour faire sortir des gens pour manifester contre eux. Ils ont un peu parlé

aussi de la récupération des domaines de l’Etat, qu’ils ne reculeront pas parce que c’est des choses qui ont été illégalement acquises. Donc chacun à tour de rôle a pris la parole. Moi, j’ai insisté sur l’indépendance de la justice comme ils l’ont dit : que la justice était la boussole, donc de laisser la justice faire son travail. Makalé aussi a emboîté le pas en disant que les personnes qui sont en train aujourd’hui d’expropriés oublient que ces gens-là ont des familles et nous sommes à l’approche de la saison hivernale.

**Quelle a été la réponse des deux leaders, c’est-à-dire Cellou Dalein et Sdiya. Est-ce que ils ont accepté de libérer les bâtiments ou pas ?**

Il n’a pas été question de ça, de libération ou de ne pas libérer, c’est le message au nom du président de la Transition que Sadiba Koulibali a transmis. Donc Cellou n’avait de choix de dire oui ! Ou non ! Il n’a pas manqué d’exprimer son inquiétude et l’inquiétude de la population. Parce que dans ce cas c’est tous les leaders qui sont concernés. Dire qu’ils sont en train de faire des manœuvres pour sortir la population... ce qui était inquiétant, c’est quand il (le CNRD ndr) dit que : même s’il prend la décision de fermer les sièges, que c’est une période d’exception. Il peut fermer les sièges, qu’il peut encore retirer les passeports, interdire la sortie de quelques leaders. Ah ! Là, j’ai pris la parole, j’ai dit non ! Si vous devez le faire, laissez la justice agir, donc il y a eu des conseils de part et d’autres, nous nous sommes séparés dans un climat de convivia-

lité.

**Après cette rencontre, êtes-vous rassuré de la bonne marche de la transition aujourd’hui en Guinée, cinq mois après ?**

Je suis sceptique moi. Je n’ai pas manqué de leur dire qu’ils avaient suscité tout l’espoir du peuple de la Guinée le 5 septembre, mais aujourd’hui les 70% de la population Guinéenne ne sont plus avec eux donc de faire très attention. Nous, personne n’ait contre la réussite de la transition, mais c’est la méthode, Makalé n’a pas manqué de dire que si les décisions qui sont prises par vos prédécesseurs, et toutes les fois que les décisions là sont prises elles sont annulés, personne ne fera confiance à un dirigeant guinéen, personne ne fera confiance à la Guinée pour venir investir. Donc il faudrait qu’il change de méthode, il faudrait désormais qu’il y ait un couloir de dialogue pour que désormais les rumeurs dont ils font allusions...

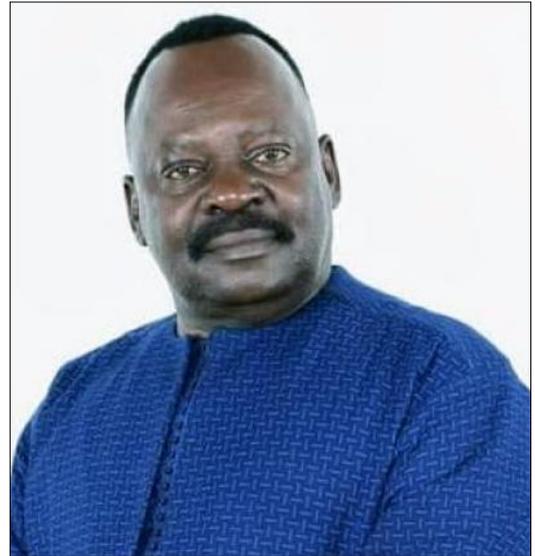
**Est-ce que vous pensez que ce message a été entendu par le CNRD ?**

En tout cas nous, nous avons passé le message et je suis sûr que les personnes que j’ai vues en face de moi transmettront fidèlement le message, mais s’ils ne transmettent pas le message, nous avons des canons, des voies pour les transmettre.

**Avant que vous ne quittiez au camp, est-ce qu’une autre date a été annoncée ?**

Ça été promis, mais la date n’a pas été précisée.

Alpha Amadou Diallo



## Eboulement à Kounsiteil

## Le premier Ministre Mohamed Béavogui attendu sur lieux...

48 heures après l’éboulement survenu dans une mine d’or à Kounsiteil dans la préfecture de Gaoual, le gouvernement fait le bilan. Les autorités annoncent un bilan provisoire de 18 morts et 6 blessés, le jeudi 03 mars 2022.

A en croire le porte-parole du gouvernement: « Il y a un bilan officiel sauf qu’il est évolutif et il n’est pas définitif parce qu’à ce jour on n’a pas fini de remonter tous les corps, jusqu’à ce matin nous étions à 18 corps retrouvés et une dizaine de blessés selon la cellule de crise qui était installée là-bas et dont le préfet de Gaoual le Colonel Augustin est en train de coordonner les activités donc le gouvernement est parfaitement au courant de l’évolution de la situation et des dispositions sont prises

aujourd’hui par les forces de défense et de sécurité dans les localités pour accélérer la recherche des personnes éventuelles qui seraient dans le trou, le bilan est connu, le drame est incroyable...», a déclaré Ousmane Gaoual Diallo, lui-même ressortissant de cette préfecture dans l’émission Mirador de FIM FM

Ousmane Gaoual Diallo annonce également que le Premier ministre doit se rendre sur les lieux dans les prochains jours pour faire lui-même ses propres constats.

Tidiane Diallo

L'indépendant  
L'information  
en toute  
indépendance

## Paysage politique

## Dr Ben Youssef Keita à la tête d'un nouveau parti politique

**Dr Ben Youssef Keita décide de prendre son destin en main. Après 15 ans "d'apprentissage" selon lui auprès de Cellou Dalein Diallo, l'ancien député créé son propre parti politique dénommé "l'Agence pour le Changement et du Progrès".**



Malgré que l'ACP n'ait pas son agrément, Dr ben Youssef Keita commence à conquérir le terrain politique. Le désormais ancien membre du conseil présidentiel et du bureau exécutif de l'UFDG (Union des forces démocratiques de Guinée) rassure que Cellou Dalein reste toujours son "mentor" politique.

Joint au téléphone ce vendredi 25 février 2022 par notre rédaction, le leader de l'ACP souligne : « J'ai décidé de prendre mon destin en main. Je ne suis pas contre qui que ce soit. Je suis fidèle dans ce que je dis. Sékou Touré ce mon héros et Cellou

Dalein Diallo c'est mon mentor politiquement. Donc le moment est arrivé. J'ai décidé de voir comment moi-même après pratiquement 15 ans d'apprentissage auprès du grand mastodonte (Cellou Dalein) essayer de voler de mes propres gels. Et j'ai décidé de ne pas faire des commentaires en cette période-là. Mais deux mois déjà, je mène déjà mes démarches après avoir informé les gens bien-sûr », a-t-il déclaré.

Par ailleurs, l'ancien député de la 8e législature rapporte que son mentor Cellou Dalein Diallo, lui a apporté des conseils pour la suite de

sa carrière politique. « Mon parti n'est pas agréé d'abord. Il s'appelle l'ACP "Agence pour le Changement et du Progrès". Dès que je finis de le mettre en place, en privé, j'ai trouvé mon désir de l'informer (Cellou Dalein). Il m'a donné le feu vert avec des conseils aussi. Comme je n'ai pas reçu l'agrément d'abord, je n'ai pas commenté sur l'objectif du parti. Mais mon objectif, c'est comment arrivé au pouvoir et donner la vision que j'entends donner à la Guinée, une vision d'un pays où il fait bon vivre. C'est pour cela je préconise des mentors, des personnes ressources excessivement compétentes. Parce que l'homme qui connaît tout en réalité, il ne connaît rien, il faut savoir choisir les compétences, les faire confiances.(...) En tant que médecin, syndicalistes déjà pendant 15 ans, j'ai été auprès d'un grand politicien comme Elhadj Cellou Dalein Diallo pendant 15 ans avec ma formation universitaire et de travail que je fais en Guinée, ça me permet largement d'essayer de me battre pour avoir le pouvoir. Et essayer d'exprimer ma politique, ma vision pour la Guinée », a-t-il conclu.

Amadou Tidiane Diallo

## Ismaël Condé, nouveau Maire de Matam

### « Je m'engage à œuvrer dans l'intérêt de la Commune »

**Désormais c'est Ismaël Condé 1er vice maire qui dirigera la commune de Matam. Il a été installé dans ses fonctions, le vendredi 25 février 2022, suite au limogeage du maire Seydouba Sacko pour « détournement de deniers publics » par le chef de l'État.**

Lors de cette cérémonie d'installation, Ismaël Condé dit avoir mesuré la tâche qui lui a été confiée, avant de promettre d'accomplir sa mission dans l'intérêt de la population de Matam.

« J'ai conscience que nous vivons, que je vis, un moment fort et singulier. C'est d'abord une émotion personnelle, car, je prends la mesure de la tâche qui m'incombe et des responsabilités qui désormais pèsent sur moi. Etre Maire est sans doute le plus beau des mandats parce que c'est celui de la proximité, de l'action de terrain, des réalisations concrètes. Alors que le discrédit touche l'ensemble de la classe politique. Je m'engage, ici, devant vous, à toujours œuvrer dans le souci du bien commun et du service public, dans l'intérêt de la commune et de ses habi-

tants. Je m'engage à être le maire de tous les Matamkas, à être à leur écoute, à gérer leur quotidien de façon intégrée, consciencieuse et réaliste, dans une logique de collaboration et de partenariat », a-t-il promis.

Élu sous la bannière du RPG, le 04 février 2018, ce membre du bureau politique national de l'UFDG laisse entendre qu'il sera à la hauteur des objectifs fixés par le colonel Mamadi Doumbouya, celui de réussir la transition. « Cet esprit est également le nôtre et celui du conseil communal de Matam », martèle le tout nouveau maire.

Il faut rappeler que c'est le directeur de cabinet du gouvernorat de la ville de Conakry qui a présidé cette cérémonie.

Amadou Tidiane Diallo

## Mohamed Béavogui

### « Alpha ne voulait pas partir » à l'étranger

Alors qu'il était censé - sauf avis contraire de ses médecins - revenir en Guinée après un mois de soins, l'ancien président guinéen, Alpha Condé est toujours à Abu Dhabi, aux Emirats arabes unis. La question sur son éventuel retour au pays commence à susciter assez d'interrogations.

Dans une interview accordée à l'hebdomadaire panafricain, Jeune Afrique, le

Premier ministre de la transition guinéenne s'est exprimé sur le séjour prolongé du président déchu, Alpha Condé.

Mohamed Béavogui admet que si l'ex-président est toujours à Abu Dhabi, c'est parce qu'il n'a pas fini son traitement.

« S'il n'est pas rentré, c'est qu'il n'a pas fini son traitement. Rien, sinon une rai-

son médicale, ne justifie que son séjour soit prolongé », a déclaré Mohamed Béavogui dans les colonnes de nos confrères de Jeune Afrique.

Par ailleurs, le Premier ministre de la transition a indiqué à Jeune Afrique qu'Alpha Condé ne voulait pas sortir de la Guinée après son renversement, le 5 septembre dernier. Selon Mohamed Béavogui, l'ex-président guinéen l'avait fait savoir à la

délégation des chefs d'Etat de la CEDEAO venue à Conakry.

« Il était en bonne santé, vivait bien et mieux qu'avant, avec son cuisinier, son médecin personnel et dans des conditions luxueuses. On l'a laissé partir pour se soigner. Quand la première délégation des chefs d'Etat de la CEDEAO lui avait demandé s'il voulait partir, il avait répondu qu'il ne partait pas »,

a souligné Mohamed Béavogui.

L'ancien président de la Guinée, Alpha Condé a quitté la Guinée le 17 janvier dernier pour Abu Dhabi pour des soins médicaux, accompagnés de son médecin guinéen et deux gardes du corps affectés à lui par le CNRD.

Mediaguinee.com

« Le mérite dans les Centres d'Accueil et les Orphelinats »

## Ce projet spécial du Mérite International de la Jeunesse de Guinée...

**Le Mérite International de la Jeunesse de Guinée a lancé officiellement, le mercredi 2 mars, un projet spécial, dénommé "le mérite dans les Centres d'Accueil et les Orphelinats". La cérémonie de lancement a eu lieu dans la salle de conférence de l'INRAP, en présence de plusieurs acteurs évoluant dans le secteur.**



Dans son discours de circonstance, le Directeur pays de Mérite International de la Jeunesse de Guinée a indiqué que ce projet est un programme d'éducation non formelle des jeunes de 14 à 25 ans et évolue dans la formation, l'encadrement et l'accompagnement socio-éducatif. Selon Ahmed Sékou Traoré, après une enquête avec le ministère de l'Action sociale, le Mérite International de la Jeunesse de Guinée a constaté que dans les centres d'orphelinats, qu'on s'occupe beaucoup plus du mangé des enfants que de leur encadrement et de leur formation socio-éducative.

« Aujourd'hui, vous devez savoir que les enfants qui sortent de l'orphelinat se retrouvent dans une véritable difficulté d'insertion sociale. Et, donc pour réussir cette insertion sociale, ce n'est pas à la fin qu'il faut commencer c'est dès au début et aujourd'hui le mérite est très engagé pour cela. Voilà ce qui a occasionné cette ren-

contre avec les responsables des centres d'orphelinats et des encadreurs des centres d'accueil des enfants pour que désormais soit intégré dans leur processus alternatif la formation des jeunes pour leur insertion future et réussie », indique-t-il. Et d'ajouter : « Aujourd'hui, nous lançons officiellement un programme spécifique, un projet spécial dénommé "le mérite dans les centres d'accueil et orphelinats".

C'est un souci majeur pour nous de discuter avec les directeurs, de voir ensemble quelle opportunité on peut avoir pour les centres de formation professionnelle, pour les centres d'encadrements, pour les centres d'accompagnements ; quel type d'encadrement et quel type de formation sociale pour nos jeunes ».

De son côté, Akoye Hector Guilavogui, le Directeur National de l'Enfance a au nom du ministère de l'Action sociale, de la Promotion fé-

minine, de l'Enfance et des Personnes vulnérables, salué l'initiative. « Le lancement de ce Projet spécial qui se déroule à travers un atelier de formation, vient à point nommé dans le but de redynamiser le mérite de ces enfants déshérités admis dans ces centres d'accueil et les orphelinats de Guinée par le canal de leurs responsabilités qui sont les bénéficiaires de cet appui de Formation, nous en sommes réconfortés », se réjouit-il.

Présente à cette rencontre, la fondatrice de l'orphelinat Hakuna Matata, Laurence Rouyer Camara adhère au projet. « J'apprécie particulièrement l'initiative parce qu'on parle de l'éducation ; c'est quand même l'avenir de tout un pays, de toute une nation surtout si ça concerne les enfants. Donc, je suis vraiment ravie du lancement du projet. Mais, j'attends qu'ils nous fassent des propositions d'accompagnement justement dans l'intérêt des enfants. Parce que franchement, nous ne sommes pas soutenus », a-t-elle laissé entendre.

Il faut rappeler que le Mérite International de la Jeunesse a vu jour en 1946 au Royaume-Uni et compte en son sein 45 pays membres, dont la Guinée depuis 1990.

Sadio Diallo

Kagbélen Village

## Le Japon finance la construction d'un collège...



L'Ambassadeur du Japon en République de Guinée et le Directeur Exécutif du Centre d'Etude et d'Appui au Développement (CEAD), en présence du Maire de Dubréka, ont signé, le mardi 22 février 2022, le contrat de don pour le projet de construction d'un collège à Kagbélen Village. Il s'agit de : 4 salles de classe, d'une direction, d'un magasin avec équipements, de deux blocs de latrines et d'un forage mécanisé, équipé de pompe mécanique.

D'un montant d'environ huit cent vingt millions Francs Guinéens, ce collège permettra de combler un manque. « La réalisation de ce collège public permettra de réduire la pression sur le collège actuel, et de scolariser sur place les quelques deux cent quatre-vingt élèves du primaire qui sont admis au secondaire. Il permettra de compléter le cycle scolaire dans cette zone en pleine expansion et aux besoins nombreux. En plus, un nouveau puits à l'école sera disponible pour la communauté locale, donnant accès à l'eau propre aux élèves de l'école, ainsi qu'à environ mille enfants de l'école primaire sur le site et à environ deux mille habitants », note M. MATSUBARA Hideo ambassadeur du Japon, avant d'ajouter : « Je suis donc très heureux que le Japon poursuive l'appui au plus près des besoins des communautés en Guinée, grâce à ce microprojet. Aussi, je sou-

haïte que toutes les parties prenantes... se mobilisent pour la réussite de ce nouveau projet afin que les futurs collégiens puissent étudier près de chez eux dans un bâtiment construit pour eux ».

Pour sa part, M. Nyankoye Pola LOUA, Directeur Exécutif du CEAD s'est réjoui de cet accompagnement. « Au nom des populations de cette localité je tiens à saluer la franche et fructueuse collaboration entre l'Etat guinéen et celui du Japon grâce à laquelle le présent projet de construction d'un collège de proximité de 4 salles de classe, d'une direction, d'un magasin avec équipements, de deux blocs de latrines et d'un forage mécanisé équipé de pompe mécanique voit le jour », indique-t-il.

Le maire de Dubréka quant à lui, souligne que cette aide vient à point nommé. « C'est un sentiment de joie de fierté. Surtout que le maire que je suis ma préoccupation, c'est la construction des écoles, des centres de santé depuis 3 ans. Je ne ferai que les féliciter pour nous avoir accompagnés, afin que nous ayons beaucoup d'écoles dans ma commune. C'est une fierté pour nous », martèle M. Almamy Seny BANGOURA.

Il faut rappeler que depuis 1991, le Japon a financé plus de mille salles de classe à travers tout le territoire guinéen.

Sadio Diallo

## Kankan

# Un activiste de la société civile flingue le CNT « il ne faudrait pas que Doumbouya soit avec des médiocres »

**Entamées le vendredi dernier, les concertations initiées par la délégation du Conseil national de la transition (CNT) avec les différentes couches sociopolitiques et professionnelles de Kankan ont pris fin ce dimanche 06 mars 2022, à la maison des jeunes.**

Durant trois (3) jours, des sujets autour des grands chantiers de la transition et la réconciliation nationale ont été discutés autour de la table. Après les consultations, certains acteurs de la société civile ont eu leurs mots à dire aux conseillers, rapporte notre correspondant basé dans la localité.

Après Antoine Dogbo Guilavogui, conseiller communal à la mairie de Kankan, c'est au tour de certains activistes de la société civile de s'insurger contre les récentes concertations du CNT dans le Nabaya. Pour le coordinateur régional de l'ONG Givingway, l'organisation des consultations n'a pas été à la hauteur des at-

tentes.

« Il n'y a pas eu de préparation préalable, parce qu'ils ne peuvent pas venir dans une ville comme Kankan et appeler les gens n'importe comment. Moi personnellement, je n'ai pas participé à ces concertations parce que l'organisation ne m'a pas plu. On ne peut plus accepter que ce pays soit géré par copinage. En participant à ces concertations, on participe à engranger la médiocrité dans notre pays », a indiqué le coordinateur régional de Givingway.

Au cours de ces assises les conseillers du CNT ont procédé à une série de ques-

tion réponse pour recueillir les avis des différentes couches rencontrées. Une démarche qui n'a pas été du goût de Bangaly Sylla.

« S'ils veulent rencontrer des acteurs de la société civile, il faudrait que les préparations soient faites avec les acteurs de la société civile. Si c'est avec les médias, il faudrait qu'il y ait une préparation préalable avec les médias, et que cela ne soit pas un interrogatoire mais que cela soit une liberté d'expression, pour que chacun arrive à exprimer ce qui se trouve au fond de son cœur. Les concertations ne devraient pas se faire avec l'administration puisque le gouverneur connaît nos problè-



mes mais il ne les dira pas. Moi personnellement, je suis déçu de cette mission du CNT », a souligné Bangaly Sylla.

Cet activiste de la société civile lance par ailleurs un appel au colonel Mamadi Doumbouya : « Il faut qu'il y

ait du sérieux dans ce pays, il ne faudrait pas que le Colonel Mamadi Doumbouya soit avec des médiocres, qu'il s'entoure bien et qu'il écoute les vraies personnes, sinon à cette allure, il y a peu d'espoir »

Ahmed Sékou Nabé

## Situation des enseignants contractuels

# « C'est une injustice que le gouvernement doit vite réparer » (Michel Pépé)

**Dans le système éducatif guinéen depuis quatre (4) ans, les enseignants contractuels appelés à faire un test pour leur intégration la fonction publique, manifestent depuis des jours pour s'opposer à cette décision.**



Après, Conakry, Kindia, ce sont les enseignants contractuels de Kankan et N'zérékoré qui ont exprimé leur mécontentement ce lundi 07 mars 2022.

Pourtant pour accéder à la fonction publique en Guinée selon la loi, il faudrait passer par un concours.

Mais compte tenu du fait que ces enseignants ont servi le pays à un moment critique,

le secrétaire général syndicat national de l'éducation (SNE), dans un entretien accordé à notre reporter a indiqué que le gouvernement devait faire une certaine faveur à ceux-ci.

Michel Pépé Balamou, propose une piste de solution pour enfin sortir de cette crise qui affecte le secteur éducatif.

« Nous au sein du syndicat national de l'éducation, nous pensons que c'est une injustice que le gouvernement doit vite réparer. Qu'ils permettent à ces enseignants contractuels d'être en

classe, envoyer des inspecteurs disciplinaires et pédagogiques pour les évaluer pour une période moratoire de 6 à 9 mois en les attribuant des primes et matricules. Au fur et à mesure les évaluer. Ceux qui vont se montrer très compétent seront directement engagés à la fonction publique et ceux qui présenteront des lacunes, vont être soumis à des renforcements de capacité et ceux qui seront non formable, c'est à dire qui ne seront pas utiles ni pour le primaire, collège et lycée seront simplement remerciés. J'appelle les enseignants contractuels à la retenue, car avant tous ils sont des éducateurs », conseille-t-il

« Pendant la grève du Slegc 2018-2019, le gouvernement avait envisagé de recruter des enseignants. Et on avait fait croire au président Alpha Condé qu'il y avait 4.500 enseignants titulaires qui avaient observé la grève sur les 50.000 enseignants et 16 mille enseignants ont été présentés au président d'alors qui avait dit d'aller refaire la liste et d'engager directement ces enseignants à la fonction publique en renforçant leur capacité, mais le ministre Mory Sangaré n'avait pas exécuté cette décision », a rappelé Pépé Balamou

Mosaiqueguinee.com

## Financement du Hezbollah en Guinée

## des poursuites judiciaires engagées contre Ali Saadi et Ibrahim Taher

Dans un communiqué lu devant les médias ce lundi 07 février 2022, le procureur général près la cour d'appel de Conakry Alphonse Charles Wright, a indiqué qu'il a été porté à sa connaissance à travers le communiqué de l'ambassade des États-Unis en République de Guinée la déclaration du porte-parole du département d'État en date du 4 mars 2022, les faits présumés de financement du terrorisme reprochés aux nommés Ibrahim Taher et Ali Saadi, tous deux hommes d'affaires d'origine libanaise résidant République de Guinée.

Aux dires du procureur général, il résulte dudit communiqué que les mis en cause ont été désignés par le Bureau du Contrôle des avoirs étrangers du départe-

ment du Trésor des États-Unis comme des financiers présumés d'une organisation considérée comme terroriste par les États-Unis.

En rappel, précise-t-il, la République de Guinée est signataire, depuis le 16 novembre 2001, de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme du 9 décembre 1999 qui a pour but, le renforcement de la coopération internationale entre les États s'agissant de la mise au point et de l'adoption des mesures efficaces, de prévention de financement du terrorisme ainsi que des mesures de répression impliquant des poursuites judiciaires des présumés auteurs

Devant la presse, le Procureur général près la Cour

d'appel de Conakry déclare avoir instruit le Procureur de la République près le Tribunal de première instance de Kaloum d'engager ou de faire engager des poursuites judiciaires sans délai, par voie d'information judiciaire, contre les nommés Ibrahim Taher et Ali Saadi tous des hommes d'affaires d'origine libanaise résidant en République de Guinée, ainsi que toutes autres personnes susceptibles d'être dénoncées dans la présente procédure pour des présomptions graves de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme, faits prévus et punis par les articles 8 et 112 de la loi ordinaire

Requiert la saisie des biens, des avoirs et toutes autres mesures conservatoires à l'encontre des person-



nes physiques et morales contre lesquelles l'information judiciaire sera ouverte par voie de réquisition conformément à l'article 10 de la loi ordinaire.

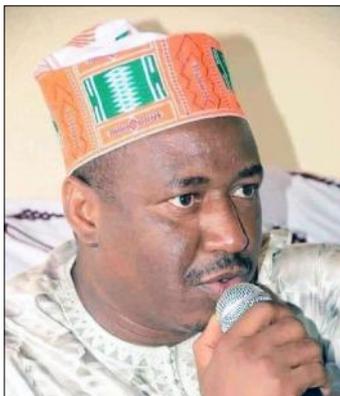
Il requiert en outre, au besoin, par voie d'information judiciaire aux autorités compétentes la levée de

toute humilité et tout privilège dont pourraient se prévaloir les personnes poursuivies, dans l'intérêt de la loi, jusqu'à la fin de la procédure. Le Procureur général attache du prix à l'exécution des présentes instructions.

In mosaïqueguinee.com

## Tournée des membres du CNT

« C'est une mission inutile, c'est un gaspillage de temps et d'argent » (Cellou Baldé).



Depuis quelques jours des conseillers du conseil national de la transition (CNT) sillonnent le pays pour rencontrer les populations pour échanger sur des sujets d'ordre national et recueillir leurs préoccupations.

Interrogé sur la mission

des conseillers du CNT ce mardi, l'ancien député uninominal de Labé, laisse entendre que ça n'appartient pas au CNT de demander aux citoyens ce qu'ils veulent, car dit-il, ils ne sont pas élus, avant préciser que ces tournées sont inutiles.

« Pour nous au niveau de l'UFDG et de l'ANAD et la classe politique de façon générale, il faut reconnaître que c'est pour nous une mission inopportune, une mission inutile, on en avait pas besoin. C'est un gaspillage de temps et d'argent. Nous sommes dans le cadre d'une transition. Il n'appartient pas au CNT de

sillonner les préfectures, coins et recoins de la Guinée pour demander à des ouvriers, des paysans, des cadres puisqu'ils veulent du bipartisme ou du multipartisme. Je crois qu'il y a les bébés de la démocratie qui ont déjà défini ces règles-là. Je crois qu'ils devaient s'atteler plutôt au niveau de Conakry à légiférer plutôt par rapport à la constitution et aux autres lois qui sont attendues pour conduire la transition vers le retour à l'ordre constitutionnel. Pour nous, la mission est inopportune. Avec tout le respect que dois à d'éminentes personnalités qui sont dans ce CNT, mais je crois que le CNT est entrain de passer à côté », a réagi ce proche de Cellou Dalein Diallo.

Mediaguinee.com

## Possible hausse du prix du carburant

Dr Faya invite l'Etat à trouver d'autres alternatives

Bien que la Russie et l'Ukraine soient des pays européens, la guerre en cours entre les deux (2) États va forcément affecter le continent africain, notamment la Guinée.

Depuis l'augmentation du prix du Baril de pétrole à l'étranger, tous les signes d'une éventuelle hausse du prix de carburant dans le pays sont palpables.

Dr Faya Millimouno qui tente de décortiquer les facteurs favorisant cette crise sur le plan international, pense que l'État guinéen doit fournir assez d'efforts, pour soulager les populations.

« Il y a plusieurs facteurs, mais le plus important de mon point de vue c'est la crise actuelle entre la Russie et l'Ukraine, qui est en train d'est-ce pas de se ramifier. Nous vivons

aujourd'hui dans un village global. Ce qui affecte le Russe affecte le guinéen, ce qui affecte l'américain affecte le chinois, il y a donc cela comme facteur. Autour de tous ces conflits, il y a bien sûr des questions sécuritaires, mais il y a aussi des questions de ressources. Nous savons que la Russie est un joueur majeur par rapport au contrôle de certaines ressources, donc cela devait être compris dans ce sens-là. Sinon, il faut quand même rappeler que quand le CNRD est arrivé, malgré une conjoncture très difficile, la diminution du prix du carburant avait été un bon signe. Il faut trouver des voies d'apporter un peu plus de soutien à la population », a-t-il laissé entendre.

Hadja Kadé Barry

## Tribune

## Attention ! Ne compromettons pas la Transition guinéenne

La Guinée, scandale géologique et réservoir mondial de bauxite, est, en dépit de ses immenses potentialités du sol et du sous-sol, à la queue du peloton des pays.

En effet, contrairement à Héraclite d'Éphèse qui pensait : «qu'on ne se baigne jamais deux fois dans un même fleuve», la Guinée s'est toujours baignée dans le même fleuve, et pour preuve, la valeur de l'IDH de la Guinée pour 2019 s'établit à 0,477, ce qui la place dans la catégorie «développement humain faible» et au 178ème rang parmi 189 pays et territoires, et en 2018 aussi, elle s'est classée au 175ème rang sur 189. Le château d'eau de l'Afrique de l'Ouest mérite-t-il de tels classements?

La réponse est doublement Non. Cette triste situation doit interpeller chaque guinéen pour un sursaut national.

Les décideurs du pays ainsi que les acteurs sociaux à tous les niveaux, doivent se pencher sur cette délicate et paradoxale situation que vit le vaillant peuple de Guinée depuis belle lurette afin de peaufiner des stratégies pouvant permettre à notre pays de voir le bout du tunnel.

La transition en cours offre cette belle opportunité au vaillant peuple de Guinée. C'est pourquoi elle ne doit aucunement échouer.

En effet, des politiques de développement d'envergure doivent être formulées afin de faciliter le décollage socio-économique de la Guinée.

Très souvent, le bon sens est confronté à une kyrielle d'interrogations notamment : le pays a connu trois (3) Transitions. Cet état de fait s'expliquerait-il par l'absence du caractère élitiste de l'Administration publique? Ou par l'incohérence des stratégies dans la gouvernance, le déficit de vision de développement pour le pays? L'impunité érigée en mode de gouvernance expliquerait-elle la venue au pouvoir des militaires?

Ces différentes interrogations méritent des réflexions débarrassées de toutes considérations partisans et mesquines.

En 1984, à la faveur d'un



coup d'Etat militaire, notre pays s'est engagé dans une économie libérale improvisée avec les conséquences que nous connaissons tous: la gabegie financière, le bradage des biens publics pour ne citer que ceux-ci.

Cette triste réalité a duré jusqu'en 2008, année à laquelle notre patrimoine commun a enregistré son deuxième coup d'Etat de l'histoire, tout juste au lendemain de l'atrocité disparition du Général Lansana Conté (Paix à son âme).

Cette nouvelle Transition parsemée de tâtonnements erratiques, de déficits, de manque de clairvoyance, a débouché, en 2010, sur l'élection du Professeur Alpha CONDÉ, candidat d'alors du RPG. Une élection ayant suscité de l'espoir et de l'espérance chez plus d'un guinéen. Malheureusement, les réalités des dix ans d'exercice du pouvoir de celui-ci sont tristement imbibées de tâtonnements, d'absence de rigueur dans la gestion de la chose publique, une politisation à outrance de l'Administration publique, des détournements de fonds publics. Par dessus tout, un timide effort dans la réalisation des travaux publics et de la réforme de l'Administration publique. Bref, le système était caractérisé par un laxisme à couper le souffle.

Le 5 septembre 2021, l'armée, sous la bannière du Comité National pour le Redressement et le Développement (CNRD), a mis fin au règne du Professeur Alpha CONDE et ouvert une nouvelle Transition en Guinée.

Depuis son avènement au pouvoir, le CNRD s'est inscrit dans une dynamique de profondes réformes des différents secteurs de notre

pays. Malheureusement, obnubilés par l'ethnie, des guinéens capables de traiter des criminels des leurs de héros, et les héros des autres de tyrans, cherchent à plomber aujourd'hui cette Transition pour des considérations électoralistes. Heureusement que le vaillant peuple de Guinée, dans son écrasante majorité, ne surfera jamais sur du communautarisme. Il fera toujours des différences linguistiques et culturelles existant entre ses composantes

de vraies forces pour l'édification d'une Guinée forte, unie, développée et prospère.

Plutôt que de continuer à tirer sur les fibres sociales, tous les fils et filles de notre pays doivent accompagner cette Transition afin de mettre en place des bases solides pour un décollage socio-économique. Que personne ne se serve de la politique comme abri ou comme passe-temps pour assouvir ses ambitions personnelles.

Une meilleure GUINÉE EST POSSIBLE ! Chaque acteur social ou politique de notre pays doit contrôler sa communication en cette période charnière de l'histoire de notre pays pour éviter de mettre l'huile sur le feu.

Si plus d'un guinéens accompagnent aujourd'hui le CNRD pour qu'avant l'organisation des scrutins, ce dernier mette des bases solides pouvant permettre de sortir notre pays de l'ornière, les politiciens, par contre, ont un seul et unique agenda: aller vite aux élections.

Clairement, les guinéens doivent être capables à présent de mettre leur énergie et intelligence ensemble pour une Transition réussie, apaisée et dans l'intérêt de chacun et de tous.

Par ailleurs, le CNRD aussi doit rendre publique la liste de sa composition, le contenu et le programme graduels datés de la gestion de la Transition.

Au CNT, placé sous la houlette d'un acteur majeur de la vie sociopolitique de notre pays, en l'occurrence Docteur Dansa Kourouma, d'user de toute sa responsabilité pour doter la Guinée de meilleurs textes, d'une nouvelle Constitution qui prendra en compte l'aspiration du vaillant peuple de Guinée.

Bref, tout comme dirait l'autre, la réussite de cette Transition est la réussite de tout le Peuple de Guinée. C'est pourquoi d'ailleurs, nous devons tous l'accompagner pour non seulement le bonheur de chacun et de tous, mais aussi pour éviter un retour en arrière.

Soninké Diané

## Kankan

## La manifestation des contractuels dispersée, une enseignante blessée

Les enseignants contractuels réunis en grand nombre dans la commune urbaine de Kankan ont haussé le ton dans la matinée de ce lundi 07 Mars 2022 pour exiger une nouvelle fois leur engagement sans condition à la fonction publique.

La manifestation a commencé par le lycée Mariame Gouabie, en passant par l'école privée 2MS et ensuite le lycée 03 Avril.

Dans ces établissements, des jets de pierres ont été enregistrés et les élèves ont été obligés de sortir des salles de classes.

Chose qui a conduit à l'intervention des forces de défense et de la sécurité qui ont usé de gaz lacrymogène



pour disperser les manifestants.

Une enseignante contractuelle du nom de Batouly Keita a été blessée aux épaules dans les affrontements entre élèves et contractuels.

« Nous étions dans les rues pour manifester par rapport à notre intégration sans condition à la fonction publique. On ne veut pas de concours. J'ai été blessé pen-

dant qu'on était dans les rues pendant qu'un groupe d'élèves est venu nous apporter leur soutien. Entre temps un autre groupe d'élèves sorti de nulle part est venu nous jeté des cailloux, c'est la que j'ai été atteinte par un caillou au niveau des épaules et j'ai été blessée », a-t-elle expliqué.

Plus loin, elle réitère son engagement à poursuivre le mouvement de contestation jusqu'à la satisfaction de leur revendication.

« Je ne suis pas découragée, malgré le fait que je suis blessée, je compte aller jusqu'au bout afin qu'on soit engagé à la fonction publique », a-t-elle fait savoir.

Chieck Mamady Condé

## Opinion

# Plus jamais un autre 28 ténébreux pour la Guinée, il est encore temps !



Nul besoin de le rappeler, depuis le 5 septembre 2021 notre pays traverse un tournant décisif lié à son processus de démocratisation et son élan de construction d'une nation unie et forte. Mais ce pari ne saurait être gagné que par des hommes et des femmes de valeurs et de convictions placées au-dessus des intérêts personnels.

En effet, ce vaste programme de récupération des domaines de l'État déclenché depuis près d'un mois par les nouvelles autorités a fait l'objet de plusieurs commentaires. Pour les uns, les services en charge de ces opérations ont manqué de lucidité dans leurs démarches. Et, pour les autres, ce programme a moraliser la vie publique de notre pays. Qu'il soit l'un ou l'autre, ce qui doit demeurer au centre des préoccupations des gouvernants et des gouvernés, c'est la préservation de la paix et la quiétude sociale.

Récemment, les acteurs politiques non les moindres qui ont occupé de très hautes fonctions au sein de l'appareil étatique ont reçu des instructions pour libérer leurs domiciles avant la date du 28 février 2022. Pour cause, ces domaines seraient inscrits dans le patrimoine de l'État. Ains, les principales mises

en cause sont respectivement M. Sydia Touré (président de l'Union des Forces Républicaines) et M. Cellou Dalein Diallo (président de l'Union des Forces Démocratiques de Guinée). A date, aucun des deux hommes politiques n'a pour l'instant libéré les lieux. Pouvons-nous parler de défiance vis-à-vis de la puissance publi-

que ? Ou le baptême de feu d'un premier rapport de force entre le CNRD à sa tête le Cl. Mamadi Doumbouya et la classe politique guinéenne ?

Ici, nous ne pouvons pas nous permettre de faire une conclusion hâtive quant à l'issue de cet imbroglio politico-juridique. Mais ce qui reste à souligner de part et d'autre, c'est la grandeur d'esprit de chaque acteur concerné.

D'abord à M. Mamdi Doumbouya, j'ai rappelé dans un de mes précédents articles que durant tout le long de cette transition, il y aura des rapports entre lui et les acteurs sociopolitiques du pays. Cela étant, je lui ai demandé d'épouser les vertus du dialogue. Car ce peuple en a suffisamment subi les conséquences désastreuses de l'arrogance des hommes et femmes investis du pouvoir public ; plusieurs familles en ont été endeuillées.

De ce fait, en découdre demain avec les acteurs politiques concernés serait une grosse erreur de la part du CNRD ; bref, un véritable faux pas. Certes, je n'occulte pas le droit que dispose l'État à récupérer les biens qui lui reviennent, loin s'en faut. Mais il faudrait y mettre de la forme dans la démarche

en y procédant dans le strict respect des droits des uns et des autres.

En suite, aux sieurs Sydia Touré et Cellou Dalein Diallo, l'heure n'est plus de compter le nombre de morts, de blessés ou de dégâts matériels aussi bien parmi les militants que parmi les forces de l'ordre et de sécurité à cause d'un contentieux qui pourrait être résolu par la justice. En s'entêtant sans libérer les lieux avant la date butoir serait une preuve suffisante de la défiance vis-à-vis de l'État. Ils ont tout à fait le droit d'ester en justice avec les pièces justificatives qui attestent qu'ils sont effectivement les détenteurs des titres fonciers des domaines mises en cause.

Toutefois, connaissant leur esprit de paix et de grandeur, leurs soucis à faire de ce pays un havre de paix et leurs ambitions à diriger les destinées des guinéens et guinéennes, j'ose espérer qu'ils mesureront succinctement les décisions qu'ils prendront dans les prochaines heures.

Enfin, aux militants et sympathisants des deux formations politiques, le combat du moment est de faire en sorte que nous préservions la stabilité sociale. Que l'on ne connaisse plus un autre 28 dans notre pays. Car ce présent problème n'oppose que deux particuliers et l'État. Alors qu'ils le résolvent sans nous y mêler sinon nous serions encore ceux et celles qui en paierons les lourdes conséquences.

Aly Souleymane Camara  
Analyse politique et consultant  
média



## Tribune

# Un magistrat doit avoir présent à l'esprit que les régimes passent mais la magistrature demeure

Lors des journées de concertation organisées par la junte militaire au lendemain du renversement de Alpha Condé, les magistrats avaient publiquement reconnu qu'ils subissaient des pressions dans l'accomplissement de leur mission, ce qui les empêchait d'être les gardiens de la loi. Ils s'étaient engagés en même temps à faire peau neuve.

Ces déclarations archivées pour toujours n'étaient en fait que la traduction d'une réalité connue de bon nombre de guinéens.

Cette justice a aujourd'hui l'occasion de redorer son blason qui avait été fortement terni par la faute d'un certain nombre de magistrats. Il n'est pas superflu de rappeler en effet qu'il y avait une petite minorité de juges qui avaient et ont encore une conception sacerdotale de leur mission.

Le chef de la junte militaire s'est engagé de son côté à faire en sorte que les magistrats ne soient plus confrontés à aucune entrave dans l'exercice de leurs activités. Mais les principaux concernés ne doivent pas oublier qu'entre les engagements et la réalité, il y a souvent un énorme fossé. Il leur appartient donc d'œuvrer à faire des engagements une réalité.

La crainte qu'il faut avoir est qu'un magistrat élevé à un poste de responsabilité se croit redevable de l'autorité de nomination et devienne le serviteur zélé de celle-ci et non le gardien de la loi. Qu'on ne se leurre pas. Le pouvoir exécutif cherchera toujours à marcher sur les plates-bandes de la justice. Pire, il passera par les

moyens les variés pour exercer des pressions sur les magistrats.

Ces pressions pourraient prendre, par exemple, la forme de déclarations du genre « l'Autorité n'est pas du tout satisfaite de telle décision que vous avez rendue dans telle affaire ». Il appartient au magistrat de trouver la force de caractère nécessaire pour faire face et résister à telles pressions. Il doit avoir présent à l'esprit que les régimes passent mais la magistrature demeure.

Les magistrats doivent éviter à tout prix d'être contraints de déclarer, quand il y aura un nouveau régime, qu'ils n'étaient pas indépendants pendant cette transition. Comme l'a dit un magistrat du parquet, « les magistrats sont en mission » ; mais quelle mission ? C'est à partir de la réponse- la bonne réponse surtout- à cette question qu'ils pourront apporter le renouveau dont les citoyens et les justiciables en particulier ont tant besoin au niveau de l'appareil judiciaire.

L'actualité judiciaire est en train de démontrer de la façon la plus éloquente que nul n'est assez fort ou puissant pour être au-dessus de la loi, de la justice et qu'en fin de compte seule la justice demeure le véritable rempart contre l'arbitraire. Ce n'est ni le pouvoir qu'on exerce à un moment donné de sa vie ni la tenue militaire ou les armes qu'on porte et qu'on ne portera pas ad vitam aeternam.

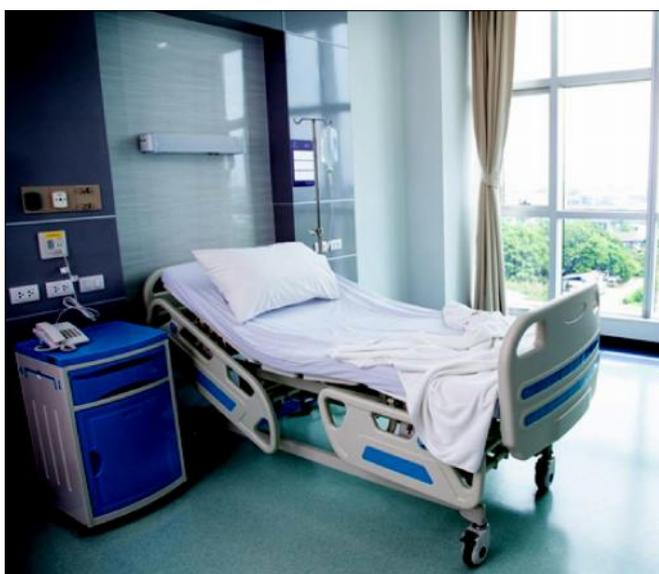
Me Mohamed Traoré  
Ancien bâtonnier



Santé... Santé... Santé...

## Il termine les restes du frigo... et se retrouve amputé des jambes

**Aux États-Unis, un jeune homme de 19 ans a développé une infection à méningocoque après avoir consommé les restes d'un repas. Il a du être amputé des jambes et des doigts.**



Tout commence aux États-Unis, au mois de mars 2021. Un jeune homme de 19 ans rend visite à un ami dans l'État du Massachusetts : pour le dîner, il pioche dans le frigo et se fait réchauffer un reste de riz, de poulet et de nouilles sautées commandés au restaurant la veille.

Peu de temps après le dîner, le jeune homme commence à se sentir mal : il vomit, il a mal au ventre, il frissonne, il se sent faible... Au cours des heures qui suivent, son état de santé s'aggrave : des douleurs musculaires (myalgies) apparaissent, ainsi que des douleurs thoraciques, des difficultés respiratoires (dyspnée), des maux de tête, une vision trouble, une raideur de la nuque... Lorsque sa peau se couvre de taches rougeâtres / violacées (*purpura*), son ami finit par l'emmener à l'hôpital.

Une infection à méningocoque qui se termine par une amputation

Le jeune homme est rapidement pris en charge au Massachusetts General Hospital (États-Unis). Les médecins apprennent alors que l'ami du patient a lui-même été malade

(avec principalement des vomissements) la veille après avoir consommé le repas du restaurant : les restes « fatifs » ont alors été stockés au frigo...

Grâce à des examens biologiques, les médecins identifient finalement l'agent pathogène : il s'agit de la bactérie *Neisseria meningitidis*, aussi appelée « **méningocoque** ». Le jeune homme souffre donc d'un purpura fulminans, un syndrome infectieux extrêmement grave et responsable d'une défaillance multiviscérale.

D'après le rapport des médecins, publié dans le *New England Journal of Medicine*, le patient avait été primovacciné contre les infections à méningocoque... mais avait oublié de recevoir sa dose de rappel. En France, la vaccination contre les infections à méningocoques de sérogroupe C est obligatoire chez les nourrissons nés à partir du 1er janvier 2018 avec une première dose à l'âge de 5 mois. La deuxième dose est prévue à l'âge d'1 an.

Après plusieurs jours d'hospitalisation, le jeune homme a du être amputé de ses deux jambes et de ses doigts. Il s'en est toutefois sorti vivant.

L'Indépendant  
Votre journal  
de tous les jeudis

Topsante

Programme des Nations Unies pour le Développement



Au service  
des peuples  
et des nations

**Recrutement d'un (e) Consultant pour l'élaboration d'un Programme cadre pour la promotion et le développement du domaine des arts, de la culture et du patrimoine comme vecteur de création d'emplois et de richesse en Guinée.**

**Le PNUD/ GUINEE recherche « un (e) Consultant pour l'élaboration d'un Programme cadre pour la promotion et le développement du domaine des arts, de la culture et du patrimoine comme vecteur de création d'emplois et de richesse en Guinée »**

Les consultants intéressés sont priés de consulter la version intégrale des termes de référence à travers le lien : [https://procurement-notices.undp.org/view\\_notice.cfm?notice\\_id=88897](https://procurement-notices.undp.org/view_notice.cfm?notice_id=88897)

Les dossiers de candidatures doivent être envoyés uniquement par **e-mail** à l'adresse : [ic.offres.gn@undp.org](mailto:ic.offres.gn@undp.org)

**Date limite de dépôt des dossiers : 23 Mars 2022**

## Une Barbie « chimio » pour les enfants victimes du cancer

**La firme Mattel vient d'annoncer la diffusion à grande échelle d'Ella, une Barbie sans cheveux, pour soutenir les enfants qui se battent contre le cancer.**

De grands yeux bruns, un large sourire, une taille de guêpe, un maquillage impeccable... Ella est une **Barbie** (presque) comme les autres. Sauf que, contrairement à Barbie-princesse et Barbie-vétérinaire, Ella n'a pas de cheveux.

Destinée aux petites filles (et aux petits garçons) qui souffrent du cancer, Ella est une Barbie « chimio ». Et si elle n'a pas une **chevelure de rêve**, la poupée est tout de même vendue avec son lot d'accessoires : des robes de princesse, bien sûr, mais aussi des perruques, des foulards et des serre-tête.

A l'origine de cette poupée un peu particulière, il y a une petite fille américaine : Grace, 4 ans. La petite fille est atteinte d'une **leucémie** aiguë lymphoblastique, c'est-à-dire que les cellules sanguines de sa **moelle osseuse** ont été remplacées par des cellules cancéreuses. Ce type de leucémie connaît un taux de rémission de près de 90% mais reste assez rare.

**chimio**

Pour l'aider à **surmonter une chimiothérapie** de près de 18 mois, sa mère demande à la firme californienne Mattel de lui envoyer le prototype d'une Barbie spéciale chimiothérapie qui avait été inventée en 2011. « Quand on l'a reçue, on a trouvé qu'elle était aussi jolie qu'une vraie Barbie, raconte sa mère. Il lui manquait juste les cheveux. Je pense que Grace a pu surmonter cette épreuve plus facilement grâce à Ella. »

La maman de Grace lance alors une pétition pour que Mattel produise davantage de Barbie « chimio ». Le succès est immédiat : en trois mois, elle recueille 100 000 signatures et Mattel accepte alors de reproduire Ella à plus grande échelle. Dès le mois d'août 2014, les enfants pourront donc retrouver cette poupée un peu particulière dans la plupart des hôpitaux américains. L'innovation ne devrait pas tarder à arriver en Europe...

**Une Barbie pour surmonter la**

*In top santé*

Programme des Nations Unies pour le Développement



Au service  
des peuples  
et des nations

**Avis de Recrutement « Consultant national spécialiste en finance privée pour soutenir du processus d'évaluation du financement du développement (EFD) en République de Guinée) »**

Le Consultant devra au moins avoir :

**Education :**

Le consultant doit avoir un doctorat en économie du développement, finances publiques et privés, planification, statistiques ou dans une discipline connexe.

**Expérience :**

- Au moins 7 à 10 ans d'expérience dans le domaine des finances publiques, de la gestion financière publique, du développement du secteur privé, de la budgétisation et de la planification. Une expérience antérieure avec un partenaire de développement, une organisation internationale ou un gouvernement est un très grand avantage.
- Une expérience de la recherche dans les domaines de la politique de financement public ou privé pour le développement durable est requise.
- Expérience du travail au niveau national, ancrée dans les réformes des politiques publiques en étroite collaboration avec le gouvernement.
- Expérience du travail dans le secteur privé et plus particulièrement dans le secteur financier privé est un avantage
- D'excellentes compétences rédactionnelles sont requises, comme l'ont démontré les précédents rapports de recherche/analyse sur des sujets pertinents.
- Être capable d'utiliser les applications standard MS Office (Word, Excel, Access et Power Point)...

**Langues requises :**

Maîtrise du français (écrit et parlé), et capacité à résumer et à présenter efficacement des informations.

Connaissance de l'anglais désirable

**Modalités de soumission :**

Dans son dossier de candidature, le consultant soumettra une offre technique comprenant notamment l'approche méthodologique, sa compréhension de la mission, le déroulement de la mission, les différentes tâches à faire et le contenu des rapports à fournir. Une séance de présentation et de validation du plan de réalisation de la mission sera organisée avec le consultant avant le démarrage effectif des travaux. L'offre technique sera accompagnée d'une offre financière détaillée.

Les Cabinets intéressés sont priés de consulter la version intégrale des termes de référence à travers le lien :

Les dossiers de candidature doivent être envoyés par e-mail à l'adresse : [ic.offres.gn@undp.org](mailto:ic.offres.gn@undp.org)

[https://procurement-notice.undp.org/view\\_notice.cfm?notice\\_id=88626](https://procurement-notice.undp.org/view_notice.cfm?notice_id=88626)

Chaque envoi ne doit pas dépasser 5 MB ;

La soumission en version physique sous plis fermés n'est pas acceptée.

Toute offre reçue hors délai ou envoyée en dehors de l'adresse électronique : [ic.offres.gn@undp.org](mailto:ic.offres.gn@undp.org)

ne sera pas prise en compte.

Date limite de dépôt des dossiers : 16 Mars 2022 à 00h00mn GMT.

Programme des Nations Unies pour le Développement



Au service  
des peuples  
et des nations

**Avis de Recrutement « Consultant national spécialiste en finance publique pour soutenir du processus d'évaluation du financement du développement (EFD) en République de Guinée»**

Le Consultant devra au moins avoir :

**Education :**

Un doctorat en économie du développement, finances publiques, planification, statistiques ou dans une discipline connexe.

**Expérience :**

- Au moins 7 à 10 ans d'expérience dans le domaine des finances publiques, de la gestion financière publique, du développement du secteur privé, de la budgétisation et de la planification. Une expérience antérieure avec un partenaire de développement, une organisation internationale ou un gouvernement est un très grand avantage.
- Une expérience de la recherche dans les domaines de la politique de financement public ou privé pour le développement durable est requise.
- Expérience du travail au niveau national, ancrée dans les réformes des politiques publiques en étroite collaboration avec le gouvernement.
- Expérience du travail dans le secteur privé et plus particulièrement dans le secteur financier privé est un avantage
- Être capable d'utiliser les applications standard MS Office (Word, Excel, Access et Power Point)....

**Langues requises :**

Maîtrise du français (écrit et parlé), et capacité à résumer et à présenter efficacement des informations.

Connaissance de l'anglais désirable

**Modalités de soumission :**

Dans son dossier de candidature, le consultant soumettra une offre technique comprenant notamment l'approche méthodologique, sa compréhension de la mission, le déroulement de la mission, les différentes tâches à faire et le contenu des rapports à fournir. Une séance de présentation et de validation du plan de réalisation de la mission sera organisée avec le consultant avant le démarrage effectif des travaux. L'offre technique sera accompagnée d'une offre financière détaillée.

Les Cabinets intéressés sont priés de consulter la version intégrale des termes de référence à travers le lien :

Les dossiers de candidature doivent être envoyés par e-mail à l'adresse : [ic.offres.gn@undp.org](mailto:ic.offres.gn@undp.org)

[https://procurement-notice.undp.org/view\\_notice.cfm?notice\\_id=88623](https://procurement-notice.undp.org/view_notice.cfm?notice_id=88623)

Chaque envoi ne doit pas dépasser 5 MB ;

La soumission en version physique sous plis fermés n'est pas acceptée.

Toute offre reçue hors délai ou envoyée en dehors de l'adresse électronique

[ic.offres.gn@undp.org](mailto:ic.offres.gn@undp.org)

ne sera pas prise en compte.

Date limite de dépôt des dossiers : 16 Mars 2022 à 00h00mn GMT.

CONAKRY \_FEVRIER 2022

## Appel à candidature pour obtention du fonds SOUTRA

Date limite des candidatures :  
20 mars 2022

**Fonds Soutra**

À la recherche d'opportunité  
pour financer ta jeune  
entreprise ?

Tente ta chance en postulant  
au **FONDS SOUTRA**

**integra** Centre du Commerce International

Logo of the Republic of Guinea and the European Union.

<https://form.jotform.com/202682167307354>

Avant de postuler, il est vivement recommandé de **lire attentivement les conditions d'éligibilité**. Les dossiers ne répondant pas à ces critères seront systématiquement rejetés.

Les dossiers présélectionnés feront l'objet de vérifications rigoureuses par un comité de sélection composé d'experts du programme INTEGRA et ses partenaires de mise en œuvre sur le volet accès au financement.

La date limite de soumission des candidatures est fixée **au 20 Mars 2022 à minuit GMT**. Passée cette date, aucun dossier ne sera accepté.

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme INTEGRA, financé par l'Union Européenne, le Centre du Commerce International (ITC) lance un appel à candidature pour accompagner le développement des micros, petites et moyennes entreprises (MPME) guinéennes à travers son volet accès au financement. Ainsi, un dispositif financier visant à soutenir la croissance des projets jeunes s'appuyant sur des priorités d'actions de financement est ouvert pour permettre à des PME de se développer.

SOUTRA est un fonds de subvention du programme INTEGRA d'un montant total de 500 000 EUR, créé pour financer des projets portés par des jeunes entrepreneurs ayant entre 17 et 35 ans, MPME, groupements et coopératives avec un nombre critique de jeunes.

Un montant compris entre 3500 et 5 000 € par bénéficiaire sera accordé en fonction des besoins exprimés.

**Soumettez votre candidature en remplissant le formulaire ci-après :**

Le programme INTEGRA se veut une contribution pour amorcer de nouvelles dynamiques dans le développement socio-économique en Guinée. Financé par l'Union européenne au titre du Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour l'Afrique, INTEGRA crée des opportunités pour la jeunesse guinéenne à travers la préparation à la vie professionnelle dans les établissements scolaires, la réalisation d'infrastructures économiques, la formation professionnelle, la création d'emplois durables et le développement de l'entrepreneuriat.

Ainsi, à travers ce programme, ce sont plus de 15 000 jeunes qui sont directement accompagnés pour mettre en œuvre cette nouvelle dynamique socio-économique par la création d'emplois et l'appui au développement de l'entrepreneuriat en Guinée.

Suivez INTEGRA Guinée sur [Twitter](#) | [Facebook](#) |

Suivez la Délégation de l'Union européenne en Guinée sur [Twitter](#) | [Facebook](#) |

#INTEGRA\_GUINEE | #AFRICATRUSTFUND | #PNUD | #ITC | #ENABEL | #GIZ | #TEAMEUROPE | #EUSOLIDARITY | #AUEU | #UE

**GUINEE CONAKRY**  
**1XBET**

LOTTERIE NATIONALE GUINEE

**PARIS  
SPORTIFS  
EN LIGNE**

NUMERO VERT  
**625 66 66 66**

**18** Jouons responsable

**GUINEE CONAKRY**  
**1XBET**

LOTTERIE NATIONALE GUINEE

**PARIS  
SPORTIFS  
EN LIGNE**

NUMERO VERT  
**625 66 66 66**

**18** Jouons responsable